



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 boulevard de la Dollée
CS 70271
50009 Saint-lo Cedex

Saint-lô, le 21/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRAND MARAIS SARL

Chez sablière de Millières
La Cavée
50190 Saint-Sébastien-De-Raids

Références : 2024 - 490
Code AIOT : 0005301384

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/08/2024 dans l'établissement GRAND MARAIS SARL implanté Carrière de Seloif 50390 Saint-Sauveur-le-Vicomte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAND MARAIS SARL
- Carrière de Seloif 50390 Saint-Sauveur-le-Vicomte
- Code AIOT : 0005301384
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL du Grand Marais est autorisée à exploiter une sablière en eau par arrêté préfectoral du 30 août 2012 pour une durée de 30 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Panneaux	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 16.1	Demande d'action corrective	3 mois
16	Voiries	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 36-2	Demande d'action corrective	3 mois
17	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 37-6	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Péremption de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 4	Sans objet
2	Modifications	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 9	Sans objet
3	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 12	Sans objet
4	Accidents ou incidents	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 14	Sans objet
6	Aménagement paysager	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 16.3	Sans objet
7	Limite des excavations	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 21	Sans objet
8	Modalités d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 22	Sans objet
9	Hauteur des stocks	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 22-3	Sans objet
10	Station de transit	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 22-4	Sans objet
11	Organisation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 25	Sans objet
12	Protection visuelle et acoustique	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 27	Sans objet
13	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 29-3	Sans objet
14	Suivi hydrologique et écologique	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 29-4	Sans objet
15	Retombées de	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	poussières	article 30	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que le site fasse l'objet d'une très faible activité avec une extraction une année sur deux, il reste correctement entretenu, les trois observations portent sur l'absence de certains panneaux d'information et l'entretien de l'aire de pompage en cas d'intervention des pompiers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Péremption de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Activité de la carrière
Prescription contrôlée : Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque les installations n'ont pas été mises en service dans le délai de trois ans ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.
Constats : L'exploitant précise qu'une extraction est réalisée par fréquence biennale, la dernière a eu lieu en 2023, les précédentes se sont déroulées en 2019 et 2021. Lorsqu'une campagne est réalisée, deux personnes sont présentes sur le site. L'activité du site est très réduite depuis 2015, ce dernier représente cependant un potentiel important au cas où des projets nécessiteraient des quantités significatives de sable de bonne qualité au niveau départemental. Les équipements sont sous-employés et présentent une certaine vétusté qui n'est pas compatible avec la reprise d'une activité soutenue.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des installations classées en amont de la réalisation de la prochaine campagne d'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Modifications éventuelles
Prescription contrôlée : Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière et/ou de l'installation de traitement des matériaux allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté ou susceptible de porter atteinte à l'environnement, doit être porté préalablement à la connaissance de M. le préfet

de la Manche.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'aucune modification n'a été apportée au site. Les dernières datent de 2012 avec les aménagements demandés par l'arrêté préfectoral de renouvellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Plan topographique
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan, sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau, - les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille,),- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, - les zones de stockage des déchets inertes et terres non polluées provenant des zones d'extraction. Les surfaces S1, S2 et L des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.
Constats : L'exploitant a présenté la version la plus récente du plan topographique du site qui est datée du 26 novembre 2021, mais qui reste représentative de la situation à l'issue de l'extraction de 2023. L'examen du document présenté montre qu'il contient les informations prévues par l'arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accidents ou incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Accidents potentiels
Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de déclarer à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son établissement, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Cette déclaration doit être faite dans les meilleurs délais.
Constats : L'exploitant a confirmé que le site n'a connu aucun accident ou incident depuis la précédente inspection réalisée en 2019.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Panneaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 16.1
Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux
Prescription contrôlée : Le bénéficiaire de la présente autorisation doit apposer, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : La visite a montré que le panneau d'information prévu n'est pas en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier la mise en place d'au moins un panneau comportant les informations prévues au niveau de l'accès à la sablière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Aménagement paysager

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 16.3
Thème(s) : Risques chroniques, Merlons
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place tout aménagement paysager permettant de diminuer les impacts visuels sur les habitations riveraines, En particulier, l'entrée de la carrière est aménagée conformément aux mesures décrites dans le dossier de demande de renouvellement (prolongation et végétalisation du merlon Ouest, déplacement de l'entrée dans l'angle Ouest, parking paysager, plantation de haies bocagères le long des merlons Nord et Ouest, changement

du portail et réfection de la clôture de part et d'autre de celui-ci...). Les merlons périphériques auront une hauteur minimale de 3 mètres.
Constats : La visite a permis de constater le respect des dispositions prévues, à savoir : → que le merlon ouest est végétalisé et doublé d'une haie sur sa partie extérieure, → le respect de la hauteur de 3m des merlons, → l'entrée du site est implantée à l'angle nord-ouest, → la plantation de haies bocagères entretenues limitant l'impact visuel au nord et à l'ouest, → le portail est en bon état, → les clôtures en bon état de part et d'autre du portail d'entrée, → le parking dédié aux véhicules légers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Limite des excavations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Limites des excavations
Prescription contrôlée : Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 30 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin et assurera en toutes circonstances la stabilité des berges et des terrains voisins. Les terrains pouvant être submergés en période de forte crue, les stockages de matériaux (notamment tourbes en égouttage) seront disposés de façon à ne pas gêner l'écoulement des eaux (merlon discontinu). Les produits susceptibles de polluer les eaux superficielles doivent pouvoir être retirés du site ou des zones inondables dans des délais compatibles avec l'annonce de crue. Des îlots de crue sont aménagés temporairement en cours d'exploitation à partir des stockages de tourbes sur des surfaces inférieures à 1 000 m ² . En cas d'efficacité quant à l'accueil de l'avifaune, des îlots seront aménagés en périphérie du site d'extraction. En ce qui concerne la ligne électrique très haute tension traversant le site, l'exploitant veille au respect des dispositions du décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 et de l'arrêté interministériel du 16 novembre 1994 relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
Constats : La visite du site n'a pas entraîné d'observation particulière relative aux limites des excavations. L'examen du plan topographique présenté confirme le respect de la zone de retrait d'au moins 30 mètres des excavations au regard des limites du site. La zone de retrait est bien matérialisée sur le plan. Il apparaît que la zone d'extraction est en retrait vis-à-vis de la ligne très haute tension qui traverse le site. Par ailleurs, aucun stockage de tourbe n'était présent sur le site lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Modalités d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Modalités d'exploitation
Prescription contrôlée : Les terres et tourbes de surface sont préalablement décapées à la pelle hydraulique, à ciel ouvert puis en fouille noyée. L'engin d'extraction doit rester à une distance suffisante du plan d'eau pour éviter tout risque de chute dans celui-ci, Les tourbes égouttées sont enlevées et transférées par tracteurs ou barge flottante. L'extraction des sables est réalisée sous eau sans pompage d'épuisement à la drague électrique suceuse. L'engin flottant est maintenu à au moins 90 mètres des limites du périmètre autorisé d'extraction. Le transfert des sables est assuré par refoulement hydraulique vers l'installation de lavage-criblage. L'emploi de tout engin à moteur thermique est interdit sur Le plan d'eau, à l'exception de la barge flottante et des engins de sauvetage intervenant pour un sauvetage effectif. L'utilisation des explosifs est interdite.
Constats : Aucune extraction n'était réalisée lors de l'inspection. La barge a été observée lors de la visite, elle est amarrée à l'angle nord-ouest du plan d'eau, il en est de même du navire de transport de la tourbe.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Hauteur des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 22-3
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur des stocks
Prescription contrôlée : La hauteur des stocks de matériaux est limitée à 7 mètres.
Constats : Actuellement, les stocks de matériaux sur le site sont très limités, ils présentent une hauteur maximale d'environ 2,5 m.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Station de transit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 22-4
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages
Prescription contrôlée : Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières.
Constats :

Les stocks de matériaux observés lors de la visite sont implantés en partie nord-ouest du site, ils sont de faible hauteur, inférieure à celle du merlon périphérique ouest qui peut ainsi les protéger du vent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Organisation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.
Constats : La visite a permis de constater que le site est correctement entretenu, malgré son exploitation limitée. La végétation est maîtrisée, les locaux sont maintenus propres, les installations comme le pont-bascule sont régulièrement vérifiées. Les voies de circulation sont maintenues dégagées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Protection visuelle et acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Protections
Prescription contrôlée : Des merlons de protection visuelle et acoustique sont aménagés en périphérie de l'entrée du site (merlons Nord et Ouest). Ces merlons sont végétalisés et des plantations sont réalisées en pied de merlon Ouest.
Constats : La visite a permis de constater le respect des dispositions prévues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 29-3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant met en œuvre le programme de surveillance de la qualité des eaux suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un contrôle semestriel de la qualité des eaux de procédé avant rejet dans le plan d'eau portant sur les paramètres pH, DCO et hydrocarbures ; - un contrôle trimestriel de la qualité des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (aire étanche de ravitaillement et d'entretien) sur les paramètres HCT et DCO ; - un contrôle annuel de la qualité des eaux de l'ancien plan d'eau d'extraction. Celui-ci porte sur les paramètres pH, DCO et hydrocarbures totaux ; - un contrôle annuel de la qualité des eaux du ruisseau du Fil de Gorges en amont et en aval de la carrière. L'emplacement des points de prélèvements est défini en accord avec l'inspection des installations classées. La surveillance porte sur les paramètres pH, T°C, hydrocarbures totaux, DCO, MES, modification de couleur ; - un IBGN tous les 5 ans sur le ruisseau du Fil de Gorges en amont et en aval du site, en parallèle du suivi écologique du site. La première mesure est réalisée dans les 2 ans suivant la notification du présent arrêté. L'ensemble de ces analyses est effectué selon les normes en vigueur. Un bilan annuel des résultats d'autosurveillance est communiqué à l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Le programme de surveillance est mis en œuvre lors des phases de production. Les derniers contrôles ont été réalisés en décembre 2023, ils sont exhaustifs et montrent le respect des seuils applicables, en particulier au niveau du Fil de Gorges qui est un affluent de la Douve.</p> <p>Le suivi IBGN est réalisé par la société EXECO à une fréquence quinquennale, le dernier rapport est daté du 27 août 2021. L'examen de ce document montre une légère dégradation amont/aval, cependant celle-ci a pu être expliquée et n'est pas due à la sablière : les caractéristiques du milieu naturel sont moins favorables à l'aval :</p> <ul style="list-style-type: none"> → caractère légèrement moins canalisé du cours d'eau à l'amont et la présence de pierres qui est favorable à une meilleure biodiversité en amont qu'en aval (+10 taxons) ; → l'aval est plus proche de la typologie locale globale de canaux de marais aussi sa moindre diversité d'habitat n'est pas à rapprocher d'un effet d'un rejet (de la carrière ou agricole ou autre). <p>Les documents du programme de surveillance ont fait l'objet d'un envoi de l'exploitant à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Suivi hydrologique et écologique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 29-4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivis environnementaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un suivi hydrologique du site est mis en place. Il est réalisé de manière à estimer l'impact de l'exploitation sur le niveau de la nappe de surface entourant le site par la réalisation de mesures tous les ans dans les puits et points d'eau 'P1 à P3 définis dans le dossier de demande de renouvellement (volet hydrologique et hydrogéologique de l'étude d'impact). Le bilan de ces mesures est joint au bilan annuel visé à l'article 29.3. Celui-ci est complété par un suivi écologique destiné à cerner les incidences de l'extraction sur le milieu et à dresser le bilan des mesures de limitation des impacts sur les milieux biologiques prévues dans Le dossier de demande de renouvellement (entretien spécifique des pieds de succises, plan de gestion d'espaces à fort intérêt écologique, expérimentation de fauche,...).</p>

Constats : Les suivis hydrologique et écologique ont été présentés à l'occasion de l'inspection. L'exploitant a justifié la bonne prise en compte des demandes liées aux succises et aux espaces à fort intérêt écologique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des poussières
Prescription contrôlée : Un réseau approprié de mesures de retombées des poussières dans l'environnement doit être mis en place en périphérie de la carrière. Les capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de 3, sont disposés et exploités en accord avec l'inspection des installations classées. Les mesure de retombées de poussières au moyen de ces capteurs sont effectuées deux fois par an durant les mois de juin et septembre. Les résultats de mesures sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les causes des dépassements éventuels de la valeur de 1 g/m/jour ainsi que les actions mises en œuvre pour repasser sous cette valeur seront précisées dans le registre.
Constats : Les campagnes d'extraction étant très limitées, le réseau de mesure n'a pas été conservé. Il pourra être réactivé en cas de reprise d'une forte activité de la sablière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Voiries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 36-2
Thème(s) : Risques accidentels, Voiries
Prescription contrôlée : Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie publique est pré-signalisé de part et d'autre par les panneaux et panonceaux de dangers réglementaires. Le régime de priorité sera signalé par un stop positionné sur les sorties du site. Le débouché est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.
Constats : La signalisation prévue a été observée au niveau de l'arrivée est de la sablière (Hameau Bretel), ce n'est en revanche pas le cas au niveau de l'arrivée nord (Hameau Hurel).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier la mise en place des panneaux de signalisation de la carrière au niveau de l'arrivée sur le site par le nord (Hameau Hurel).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 37-6
Thème(s) : Risques accidentels, Potentiel hydraulique disponible
Prescription contrôlée : Une plate-forme de pompage accessible en toute circonstance est aménagée à proximité d'un des deux plans d'eau d'extraction. Son aménagement fait l'objet d'une réception par le service départemental d'incendie et de secours.
Constats : La mise en place de la plate-forme de pompage a été faite dans le cadre des travaux qui ont suivi l'obtention du renouvellement de l'autorisation d'exploiter en 2012. La visite a montré que la plate-forme est signalée par un panneau d'information, en revanche, elle doit faire l'objet d'un entretien spécifique, car elle ne semble pas utilisable en l'état, du fait d'une végétation abondante ne permettant pas la mise en place d'engins dédiés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de procéder à la réfection de l'aire de pompage susceptible d'être utilisée par les pompiers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois